

*Baisse des cotisations :
Le cadeau empoisonné*

*l'étincelle**

*Mohamed VI,
Bolsonaro... :
Les amis du président*

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 6 novembre 2018

La colère comme carburant

Les appels se multiplient sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu du patronat ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer.

Pouvoir d'achat sur la réserve

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui n'augmentent pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse. Contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG. Contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL. Contre les loyers élevés. Contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

Une fiscalité verte bidon

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie.

Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ?

Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron !) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement chronique.

Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes au titre des subventions et autres exonérations fiscales.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

L'extrême-droite à la manœuvre

Aujourd'hui, le patronat du transport ou du BTP est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent, ensemble, faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose.

C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

Les salaires ont le coup de pompe

Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il serait urgent qu'ils prennent l'initiative avec leurs propres revendications : avant tout l'augmentation générale des salaires et des pensions, et l'indexation des salaires sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la baisse des cotisations, qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le président des riches.

Une fausse bonne nouvelle

Depuis le mois de juillet, une nouvelle ligne est apparue sur les fiches de paye baptisée « évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie ». Un coup de com' du gouvernement pour mettre en valeur des baisses de cotisation... reprises de l'autre main par une hausse de la CSG. Quant à la suppression de la cotisation chômage salariale, elle préfigure le remplacement de l'assurance chômage financée par les salariés par un revenu de solidarité en cas de perte d'emploi payé par l'impôt et qui ne serait plus proportionnel au salaire d'activité. Le gouvernement et les députés d'En Marche veulent déjà réduire les indemnités chômage des cadres. En Marche arrière toute !

Du carburant pour les salaires

Déjà réduite de 2,40 % à 0,95 % du salaire brut en janvier 2018, la cotisation salariale d'assurance chômage a été complètement supprimée au 1er octobre. Résultat : une trentaine d'euros de plus en moyenne sur le salaire net d'octobre. Pas de quoi compenser les hausses de prix, notamment sur les carburants. Assez de bricolage : il faut une augmentation générale des salaires d'au moins 300 euros par mois.

Passe ton brevet d'abord

A la DEA-V, le service qui a gagné le challenge 2018 du dépôt de brevets a gagné... 17 euros par salarié à valoir sur un repas. Mesquin. Surtout que la direction de Renault est largement gagnante, la hausse du nombre de brevets lui permettant d'augmenter son Crédit d'Impôt Recherche (CIR). CIR... culez, il n'y a rien à voir !

Une lente hémorragie

Les délocalisations continuent. A la Direction de l'Après-Vente, une UET du service Ingénierie de la Réparation vient d'apprendre sa dissolution et le transfert de son activité en Roumanie. Idem à la Supply Chain pour l'UET Modification de la Direction de l'Approvisionnement Alliance. Les salariés doivent en plus former leurs remplaçants et se trouver du boulot ailleurs. Renault supprime ainsi régulièrement des centaines d'emplois, tout en continuant à toucher des dizaines de millions d'euros de CICE. Ça fait moins de bruit qu'une usine qui ferme, mais tout autant de dégâts.

Le Maroc à l'heure de Ghosn

Le gouvernement du Maroc a pris toute la population par surprise en renonçant à passer, trois jours avant la date prévue, à l'heure d'hiver. Or la veille de cette annonce, le roi Mohamed VI recevait Carlos Ghosn, venu avec des projets d'extension des sites Renault/Nissan de Tanger et Casablanca. Interviewé

à la télé, le chef du gouvernement marocain a essayé de faire taire la rumeur en niant que cette décision ait été dictée par « une entreprise étrangère ». L'heure du Maroc restera donc calée sur l'heure française... et sur celle des intérêts de Renault/Nissan.

Son ami le roi

En visite au Maroc, Ghosn a annoncé y augmenter la production de l'Alliance, avec un objectif annuel de 500 000 véhicules destinés essentiellement à l'exportation. « *Quand il y a une bonne coopération entre un groupe industriel [...] et un pays, dans un sens où ce dernier assure la compétitivité, on peut faire beaucoup de bonnes choses* » s'est réjoui Ghosn, enchanté par les salaires marocains (250 € pour un ouvrier et 900 € pour un ingénieur). Ghosn compte sur le roi Mohamed VI pour mater toute poussée revendicative, comme il le fait dans le Rif. Mais les régimes autoritaires ne sont pas éternels, comme l'ont montré les printemps arabes.

L'art du marketing

Jusque-là, les constructeurs automobiles profitaient entièrement de la « prime à la conversion » versée par l'Etat aux acheteurs de véhicules neufs en échange de la reprise de leur ancien véhicule. Bruno Le Maire vient de leur demander de mettre la main à la poche, comme ils viennent de le faire en Allemagne pour redorer leur image suite au DieselGate. En France, les constructeurs pourraient doubler cette prime de l'Etat (certains le font déjà), mais le nombre de véhicules éligibles à l'achat serait réduit. Actuellement, on peut bénéficier de la prime à la conversion tout en achetant un véhicule taxé au malus écologique du fait de ses émissions ! Le green washing a de beaux jours devant lui.

Le candidat des patrons

En tournée au Maroc la veille de l'élection de Bolsonaro, Carlos Ghosn a déclaré que le Brésil était « *l'exemple parfait* » d'un pays protectionniste. « *Cela vous permet d'être paresseux, moins exigeant avec vos syndicats, tout en continuant à gagner de l'argent sans trop d'efforts. C'est le rêve de tout le monde* » a-t-il ironisé. Un rêve qui vire au cauchemar pour les travailleurs brésiliens, dont ceux de Renault à Curitiba, avec l'élection de Bolsonaro. Ce nostalgique de la dictature militaire a juré de mettre au pas les syndicats, les militants de gauche et tous les opposants. Le nouveau président du Brésil, devenu ultra-libéral, promet un « *traitement de choc économique* » : hausse de la productivité, privatisations, suppression du 13^{ème} mois, recul de l'âge de départ en retraite... La Bourse de Sao Paulo bat des records historiques. Le franco-brésilien Carlos Ghosn a enfin trouvé un interlocuteur.